

Burundi : dissensions au sein de l'ex-rébellion des FLN

@rib News, 15/09/2009 â€“ Source AFPD'anciens cadres de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL), récemment exclus pour "trahison", ont énergiquement contesté mardi à Bujumbura la "légitimité" du chef de leur parti Agathon Rwasa. "Constatant la dérive dictatoriale d'Agathon Rwasa, le président du parti FNL, et les innombrables fautes qu'il a commises, notamment en refusant de convoquer un congrès ordinaire de notre parti et en excluant des membres susceptibles d'avoir une vision autre que la sienne, (...), nous avons décidé de porter plainte contre M. Rwasa", a annoncé Jacques Kenese, un exclu des FNL. "Le dernier congrès de notre parti a eu lieu en 2004 alors que les statuts du FNL en prévoient un tous les trois ans. De ce fait, Agathon Rwasa n'a plus de légitimité à la tête de notre parti", a-t-il poursuivi, sous les applaudissements de "plus de 200 militants du FNL", réunis dans un grand hôtel de Bujumbura. Ce mouvement de contestation est mené par l'ancien porte-parole et conseiller principal des FNL, Pasteur Habimana, l'ancien secrétaire national aux relations extérieures des FNL, Jacques Kenese, et le président de la section Benelux, la plus importante d'Europe, Willy Nyotori. "Tous ces gens-là, à commencer par Pasteur Habimana, travaillent désormais pour la Documentation nationale (police présidentielle) et pour le parti au pouvoir dans ce pays", a réagi Jean-Bosco Havyarimana, nouveau porte-parole du FNL, accusant le parti présidentiel de "tentative de déstabilisation dans la perspective des prochaines élections" en 2010. Habimana, Kenese et Nyotori ont été "exclus du parti FNL le 28 août" pour trahison, parce qu'ils travaillent pour le parti au pouvoir", a-t-il assuré. Il existe au Burundi plusieurs petits partis politiques issus de nombreuses dissidences de la dernière rébellion du Burundi au cours des dernières années, avec la bénédiction du pouvoir. Les FNL, dernière rébellion encore en activité au Burundi il y a peu, sont devenues un parti politique le 21 avril. Il est considéré comme l'un des principaux acteurs politiques des élections générales prévues en 2010. Le Burundi tente depuis 2006 de sortir de 13 ans d'une guerre civile qui a fait au moins 300.000 morts.